

Brochure n° 3159

**Convention collective nationale**

IDCC : 2493. – **COIFFURE  
ET PROFESSIONS CONNEXES**  
(20<sup>e</sup> édition. – Décembre 2005)

**AVENANT DU 7 DÉCEMBRE 2005**  
RELATIF À L'OUVERTURE DES ENTREPRISES DE COIFFURE  
POUR LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE 2005  
NOR : *ASET0650069M*  
IDCC : 2493

Entre :

L'union régionale des maîtres coiffeurs d'Ile-de-France (URMC IDF) agissant tant en son nom propre qu'au nom de tous les syndicats patronaux départementaux qui lui sont affiliés ;

Le conseil national des entreprises de coiffure (CNEC),

D'une part, et

La fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services CFE-CGC ;

La fédération nationale de la coiffure Force ouvrière ;

La fédération commerces, services et forces de vente (CSFV) CFTC,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale de la coiffure du 18 mars 2005,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Afin de donner satisfaction à la clientèle des entreprises de coiffure pendant la période des fêtes de fin d'année, les partenaires sociaux de la région Ile-de-France ont décidé de procéder à la conclusion d'un accord visant à suspendre la règle du repos dominical pour la période considérée, dans le respect des dispositions prévues dans le présent accord.

## **Article 1<sup>er</sup>**

Considérant que l'activité des entreprises de coiffure pendant la période des fêtes de fin d'année nécessite leur ouverture certains dimanches du mois de décembre, les partenaires sociaux conviennent qu les chefs d'entreprise de coiffure de la région d'Ile-de-France pourront faire travailler leurs salariés, à l'exclusion des jeunes travailleurs et apprentis, visés à l'article 1.2 du chapitre II de la convention collective nationale de la coiffure du 18 mars 2005, les dimanches 11 et 18 décembre 2005.

Le travail dominical se fera avec l'accord du salarié. L'employeur devra informer les salariés en respectant un délai de prévenance de 15 jours minimum.

## **Article 2**

Le travail des dimanches 11 et 18 décembre 2005 donnera lieu à une journée de repos compensateur dans les 3 semaines civiles suivantes, à laquelle viendra s'ajouter une prime exceptionnelle de travail le dimanche égale à 124<sup>e</sup> du traitement mensuel du salarié pour le dimanche travaillé.

Cette prime devra figurer sur une ligne distincte du bulletin de paie.

## **Article 3**

L'horaire applicable pendant la période des fêtes de fin d'année devra faire l'objet d'un affichage dans l'entreprise, dans les mêmes conditions que l'horaire habituel et devra être communiqué à l'inspecteur du travail une semaine avant son entrée en vigueur.

## **Article 4**

En application de l'article L. 221-6 du code du travail, les organisations signataires émettent un avis favorable à toute demande de dérogation les dimanches 11 et 18 décembre 2005 conforme à l'article 2 du présent accord et sollicitée par une entreprise de coiffure auprès de monsieur le préfet d'Ile-de-France.

En tout état de cause, les organisations signataires émettent un avis défavorable à toute demande de dérogation sollicitée par une entreprise de coiffure auprès de monsieur le préfet d'Ile-de-France pour un autre dimanche et en dehors de dispositions moins favorables pour les salariés que celles définies à l'article 2 du présent accord.

## **Article 5**

Afin de permettre l'ouverture exceptionnelle des entreprises de coiffure les dimanches 11 et 18 décembre 2005, les organisations signataires demandent la suspension temporaire et uniquement pour ces dimanches, des arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral du 22 septembre 1989 pour le département de Paris ;
- arrêté préfectoral du 31 mai 1958 abrogeant l'arrêté préfectoral du 4 mars 1958 pour le département de la Seine-et-Marne ;
- arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 1936 pour les départements des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine et du Val-d'Oise (anciennement département de Seine-et-Oise) ;

- arrêté préfectoral du 31 mars 1924 pour les départements de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne (anciennement département de la Seine) ;

prescrivant la fermeture au public, le dimanche, des entreprises de coiffure, devant être entérinés par des arrêtés préfectoraux modificatifs.

## **Article 6**

### *Champ d'application professionnel*

Le présent accord concerne l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale de la coiffure du 18 mars 2005.

## **Article 7**

### *Champ d'application territorial*

Le présent accord s'applique à l'ensemble de la région d'Ile-de-France, c'est-à-dire dans les départements de Paris (75), de la Seine-et-Marne (77), des Yvelines (78), de l'Essonne (91), des Hauts-de-Seine (92), de la Seine-Saint-Denis (93), du Val-de-Marne (94) et du Val-d'Oise (95).

## **Article 8**

Le présent accord entre en vigueur à la date de signature et en application des dispositions légales.

Il sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ile-de-France et du secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Paris dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension. Un exemplaire sera adressé à monsieur le préfet de Paris, préfet de la région Ile-de-France.

## **Article 9**

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Fait à Paris, le 7 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)